

# Introduction

*« Un homme efficace est psychologiquement et biologiquement construit pour, la plupart du temps, ne pas penser à l'essentiel, sa disparition. Il serait donc tout à fait absurde de considérer le fait même de l'aveuglement comme extraordinaire, invraisemblable, stupéfiant. Nous devons au contraire admettre l'existence, au cœur de l'être humain, d'un programme de négation de la réalité, capable de générer l'illusion nécessaire à la vie. Détourné de sa fin première, ce programme si utile autorise d'autres négations de la réalité. Toute situation perçue comme trop complexe, trop pénible, trop menaçante, est contournée, évacuée, niée. La crise de civilisation que nous vivons est une situation de ce type, qui active puissamment, au cœur de l'élite occidentale, le programme biologique et intellectuel de négation de la réalité. »*

Emmanuel Todd<sup>1</sup>

En 1991, sous le régime finissant de Mobutu, la vie politique zaïroise s'apparentait à un vaste système kleptocratique.<sup>2</sup> La rente de l'exploitation minière versée par les grandes compagnies occidentales était systématiquement détournée par les cadres de la haute administration afin de constituer des clans et d'acheter des réseaux d'affidés. Pourtant, en dépit de ce système de corruption généralisée, de grandes parties de l'administration fonctionnaient toujours, mystérieusement.

Un expert mandaté par la Banque mondiale, qui se trouvait sur place pour faire l'inventaire des données hydrologiques du pays, me raconta un jour comment le service météorologique de cette époque parvenait à survivre. Dans les services centraux de la capitale, l'argent alloué par l'État ne descendait jamais en-deçà du niveau hiérarchique le plus élevé, celui des directeurs, dont les traitements consommaient l'ensemble du budget de cette administration considérée par le régime comme non prioritaire. Chaque matin, le sous-directeur du service de la météo à Kinshasa se rendait pourtant au travail. C'était un petit gars un peu sec, vêtu d'un vieux costume élimé, parfaitement compétent et travailleur. Bien qu'il n'économisât pas ses heures pour faire fonctionner son service du mieux qu'il pouvait, il n'était plus payé depuis des années. Sa financière situation s'était dégradée à tel point qu'il avait à peine de quoi

---

<sup>1</sup> E. Todd (1998) [1999], *L'illusion économique*, Folio, p. 380.

<sup>2</sup> Joseph-Désiré Mobutu fut président de la république du Zaïre de 1965 à 1997. Son régime, fondé sur l'exploitation des très nombreuses ressources minières du pays s'effondra en 1997, à la suite de la « victoire militaire » (en réalité l'armée légale était dans un tel état de déliquescence qu'elle fut incapable de défendre le régime) de la rébellion de Laurent-Désiré Kabila, opposant de tout temps au régime de Mobutu. Après sa prise de pouvoir, Kabila renomma le Zaïre en République démocratique du Congo.

manger. Après avoir vendu tous les meubles de leur maison il ne restait, à sa femme et à lui, que des stratégies de débrouille pour trouver un peu de riz et s'alimenter tant bien que mal.

Cette pénurie d'argent était généralisée. À part les directeurs, personne n'était payé. Toute la météorologie zaïroise fonctionnait grâce au bénévolat de ses agents qui s'étendait jusqu'aux régions les plus reculées du pays. S'interrogeant sur la fiabilité des données, l'expert de la Banque mondiale se rendit dans quelques postes d'observation disséminées sur le territoire. Dans la campagne autour de Boma, près de l'embouchure du fleuve Congo, il fit la rencontre de l'observateur chargé de collecter et de transmettre les données relevées par les appareils d'une station météorologique. Cette dernière comprenait notamment un pluviomètre, un enregistreur de pluie et un pyranomètre de Bellani, un instrument qui sert à mesurer l'énergie reçue du soleil. Ces appareils avaient été installés en pleine nature par les colons belges dans les années 1940. L'observateur, un petit vieux très consciencieux, notait chaque jour les relevés météo et entretenait précieusement ces appareils depuis des décennies. Et aucun ne manquait, même les plus fragiles ! Il pouvait compter, pour cette tâche, sur le soutien indéfectible de la communauté villageoise qui participait à la protection des instruments, bien qu'ils soient incommodément disposés en plein champ cultivé. Grâce à ce soutien, et contrairement au sous-directeur de Kinshasa, l'observateur ne risquait pas la misère. Travaillant à cette station depuis des décennies, sans doute depuis son origine, il était devenu une personnalité importante, même s'il n'avait plus reçu la moindre rémunération depuis l'époque de la décolonisation.

Le village dans lequel était située la station météo n'avait aucun système de communication. Les données collectées étaient donc envoyées par courrier spécial à Lubumbashi. Les routes terrestres étant impraticables, c'était la brigade fluviale qui se chargeait de transmettre les relevés mensuels à des coursiers qui, eux, utilisaient les sentiers forestiers. Ces relevés étaient consciencieusement recopiés par l'observateur qui gardait jalousement toutes les données originales. La brigade fluviale était chargée d'assurer le transport des marchandises en jalonnant le fleuve pour que les bateaux évitent de s'échouer sur les bancs de sable (cette fonction essentielle valait à ses membres de continuer d'être un peu payés par le pouvoir ou par les capitaines de bateaux). Pour cela ils devaient mesurer le débit et la profondeur du fleuve à l'aide de jaugeages effectués avec du matériel et des techniques qui dataient eux aussi des années 1940. À vrai dire, ce n'était pas qu'aucun matériel neuf n'était jamais parvenu jusqu'à la brigade, mais les appareils récents tombaient en panne et ne pouvaient être réparés immédiatement faute de pièces détachées. Le personnel n'avait donc jamais cessé d'utiliser les techniques traditionnelles, doublant par des calques à l'ancienne (extrêmement fiables) l'archivage aléatoire sur ordinateur.

L'expert de la banque mondiale fut autant horrifié par les conditions de travail de ces agents qu'il fut impressionné par la conscience professionnelle avec laquelle chacun faisait sa part. Comme si, malgré l'état de décrépitude absolue dans lequel le Zaïre se trouvait plongé, il fallait

maintenir coûte que coûte un semblant d'ordre et d'organisation pour que tout ne soit pas emporté par le chaos. Même en proie à la déréliction, la société résiste, survit, tente de se perpétuer. Elle se perpétue en suivant des logiques qui apparaissent complètement contradictoires avec la manière dont les économistes modélisent le monde. Comment interpréter le dévouement sacrificiel du sous-directeur des services météorologiques de Kinshasa à l'aune d'un quelconque calcul économique ? Comment évaluer le travail fourni par cet observateur consciencieux qui réussit à prolonger au-delà de toute espérance la durée de vie d'instruments de mesure qui auraient davantage eu leur place dans un musée que dans les champs congolais ? Comment comprendre que les membres de la brigade fluviale pouvaient à la fois rançonner les navires qui empruntaient le fleuve le matin et organiser consciencieusement des jaugeages avec des techniques obsolètes l'après-midi ?

Il ne s'agit pas de simples anecdotes isolées. À la même époque, de l'autre côté de la terre, l'effondrement du système soviétique était en train d'emporter brutalement toute l'économie dans la plus complète confusion. Conseillée par des économistes ultra-libéraux de l'école de Chicago, la Russie de Boris Eltsine mit en œuvre à partir de 1991, une « thérapie de choc » qui consista à remplacer brutalement le système d'économie planifiée par un système de marchés à prix libres. Le résultat de cette expérience fut catastrophique.<sup>3</sup> Les prix explosèrent immédiatement. Sous le coup de centaines de privatisations expédiées en un temps record, le système productif du pays fut totalement désorganisé et paralysé. Cette situation entraîna, là aussi, la suspension immédiate du versement des salaires non seulement pour les fonctionnaires, mais également pour les travailleurs du secteur privatisé. Les plus chanceux étaient payés en nature, lorsque la production n'était pas complètement arrêtée. Mais ceux qui travaillaient dans les services publics ne touchèrent bien souvent aucune rémunération, ni en monnaie, ni en nature, pendant des mois. Et pourtant, à l'image du sous-directeur de la météo de Kinshasa, ils se rendaient chaque jour au travail, accomplissant leur mission du mieux qu'ils pouvaient sans savoir, parfois, s'ils pourraient dîner une fois rentrés chez eux.

Partout, dans tous les systèmes et à toutes les époques, on retrouve ce genre de comportements qui assurent la survie de la société. La France de 2018 n'échappe pas à de tels phénomènes. En dépit de la richesse de ce pays, dont l'économie est en croissance, le système hospitalier est lui, à bout de souffle. Face à la hausse continue des besoins, la tutelle ministérielle a engagée depuis des années une politique de baisse des recettes et une

---

<sup>3</sup> Sur les conséquences économiques de la « thérapie de choc », lire Maxime Petrovski et Renaud Fabre (2002), « La « thérapie » et les chocs : dix ans de transformation économique en Russie », *Hérodote* n°104, p. 144-165 et Cédric Durand (2005), « Les privatisations en Russie et la naissance d'un capitalisme oligarchique », *Recherches internationales*, vol 74, pp. 33-50. Pour une analyse détaillée des conséquences sociales de cette politique on lira le chapitre consacré à cette question dans le livre de David Stuckler et Sanjay Basu (2014), *Quand l'austérité tue. Epidémies, dépressions, suicides : l'économie inhumaine*, Éditions Autrement. Les auteurs comparent notamment les effets de la transition brutale menée en Russie avec ceux de la transition progressive menée en Biélorussie.

austérité salariale sans précédent historique.<sup>4</sup> Malgré ce contexte de crise continue, l'hôpital résiste ; les suppressions de postes et la généralisation d'un management aveugle et brutal ne sont pas encore parvenus à l'empêcher de soigner.<sup>5</sup> Dans n'importe quelle entreprise classique, une telle dégradation des conditions de travail auraient poussé les personnels à la révolte et entraîné de violents mouvements de grève. Mais les agents hospitaliers, refusant de laisser tomber les malades, se sont progressivement habitués à sacrifier leurs vacances et à multiplier les heures supplémentaires non rémunérées.<sup>6</sup> Et lorsque, exceptionnellement, ils se décident à faire grève, comme lors du mouvement des Ehpad du 30 janvier 2018<sup>7</sup>, c'est avant tout pour alerter l'opinion et demander, non des hausses de salaires pour eux-mêmes, mais davantage de personnel pour soigner et traiter avec dignité les personnes âgées dont ils ont la charge.

La dignité. Et si c'était cela le paramètre caché permettant de comprendre le point commun de toutes ces situations ? En dépit de la violence économique qui s'abat sur ces gens, chacun tient à préserver sa fonction sociale, celle-ci passant avant toute considération matérielle ou économique, comme s'il en allait de leur conscience intime et de leur dignité personnelle. Car oui, c'est sans doute la combinaison de tous ces éléments de dignité humaine qui a permis de préserver le Congo et qui a sauvé les pays de l'ancien empire soviétique de l'effondrement. La Russie, après avoir vu son PIB chuter de près de moitié au cours des années 1990<sup>8</sup>, est parvenue à se redresser en quelques années parce que des millions de personnes ont su résister passivement en préservant, par leur travail, la survie des institutions sociales auxquelles ils participaient.

Ce que démontrent ces exemples, c'est à quel point les institutions sociales sont une composante indispensable au fonctionnement de l'économie. À vrai dire, cela dépasse largement la nature du travail effectué et ne peut se réduire aux seules missions de service public. Dans tous les secteurs productifs, dans le public comme dans le privé, la prise en compte de cette dignité personnelle irrépressible est essentielle pour comprendre pourquoi, si on leur en donne la possibilité, les gens essaient généralement de faire de leur mieux, de s'impliquer et de donner le meilleur d'eux-mêmes au travail.

---

<sup>4</sup> F. Béguin (2018), « Les hôpitaux publics craignent l'asphyxie après l'annonce de la baisse des tarifs », *Le Monde* du 27/02/2018, en ligne.

<sup>5</sup> C. Vincent (2018), « Hôpitaux, Ehpad : le soin saccagé », *Le Monde* du 15/02/2018, en ligne.

<sup>6</sup> Une infirmière de hôpital de La Ferté-Bernard dans la Sarthe a ainsi obtenu la condamnation de son employeur (en première instance le 23 mars 2016 et en appel le 9 février 2018), lequel avait refusé de rémunérer des heures supplémentaires effectuées entre 2008 et 2012. Le montant total des heures non payées a été estimé par la cour à plus de 70 000 euros. Voir en ligne le jugement 16NT01704 sur le site : <https://juricaf.org/>

<sup>7</sup> Les Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) sont des établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes. Malgré des besoins croissants liés au vieillissement de la population, les recrutements ont été notoirement insuffisants et ont entraîné une dégradation continue des soins prodigués dans la majorité de ces établissements.

<sup>8</sup> M. Petrovski et R. Fabre (2002), *op. cit.* p. 145.

## Quand l'économie affecte la société

La société peut se définir assez largement comme l'ensemble des liens et des valeurs qui unissent des individus dans un ensemble cohérent. Ces liens peuvent être affectifs et informels ou peuvent s'incarner dans des institutions formelles : une administration, une entreprise, un système de croyances... Une société n'est jamais dépourvue de tensions, de contradictions et de conflits. Si elle est cohérente, elle n'est jamais homogène. Elle est constituée de groupes qui peuvent avoir des intérêts contradictoires, qui peuvent s'opposer ou s'affronter, mais qui sont eux aussi liés entre eux parce qu'ils sont nécessairement complémentaires.

Toute société est un système dynamique qui évolue, progresse et se transforme. Mais les institutions peuvent s'étioler, puis s'effondrer, les groupes se détacher les uns des autres, les sociétés disparaître. Les individus risquent alors de se retrouver isolés, dans un état d'anomie, de désordre personnel et de confusion des valeurs qui les rend incapables d'exister socialement.

On doit au sociologue français Emile Durkheim (1858-1917) l'invention du concept d'anomie. Durkheim s'était inquiété des effets que pouvait avoir le développement industriel et économique sur la persistance des liens sociaux qui permettent la cohésion sociale. Dans son livre paru en 1893, *De la division du travail social*,<sup>9</sup> il affirmait de manière relativement optimiste que la société capitaliste, en se développant et en approfondissant la division du travail, créait *de facto* des complémentarités entre les individus et les classes sociales, diminuant ainsi leur rivalité et accentuant leur interdépendance.

La thèse de Durkheim semblait parfaitement s'appliquer à l'organisation industrielle de l'époque et au travail en usine. Est-elle encore valable aujourd'hui ? Le développement économique participe-t-il toujours au renforcement de la cohésion sociale ou entraîne-t-il au contraire un délitement progressif des liens qui constituent la société ? Les grands ensembles productifs qui pouvaient rassembler des dizaines de milliers de personnes sur un même site appartiennent au passé. La logique de l'usine, fondée sur la complémentarité et les solidarités ouvrières a cédé la place à la logique du marché, fondée sur l'exacerbation de la rivalité. Même lorsqu'ils travaillent ensemble, les salariés sont systématiquement évalués à l'aune des performances des meilleurs d'entre eux. L'individualisation du travail, conséquence des méthodes de management contemporaines, ne risque-t-elle pas de conduire à la multiplication des fracturations sociales et, *in fine*, à la déliquescence du substrat social sur lequel est bâti notre système économique ?

Observons la démographie de Paris. Depuis 2011, Paris intramuros perd environ 11 000 habitants par an. Sa population est aujourd'hui inférieure de 20% à ce qu'elle était dans les

---

<sup>9</sup> E. Durkheim (1893), *De la division du travail social*, Félix Alcan, réimpression aux PUF.

années 60. Pourtant, il n'y a sans doute jamais eu autant de surface habitable dans la capitale qu'aujourd'hui. Comment expliquer ce paradoxe ? Pour partie, il s'explique par l'augmentation de la taille moyenne des logements et par la réduction de celle des ménages. Chaque parisien dispose donc de davantage de mètres carrés habitables qu'un parisien des années 1960. Mais une autre partie de ce phénomène s'explique par la croissance continue du nombre de logements vides ou qui ne sont occupés qu'occasionnellement. Ces résidences secondaires ou louées aux touristes de passage se sont multipliées ces dernières décennies. D'après l'INSEE, le parc des logements occasionnels ne représentait que 2,4% de l'ensemble des logements parisiens en 1968. Il en représente aujourd'hui 7,9%, ce qui place Paris au niveau des départements les plus touristiques de France. La capitale compte proportionnellement autant de logements occasionnels que les Pyrénées-Atlantiques, et davantage que le Morbihan, les Bouches-du-Rhône ou l'Hérault.

Comment comprendre les raisons de cette lente désertification de la capitale ? Paris est sans aucun doute la ville la plus attractive de France, celle où les salaires et les opportunités professionnelles sont les plus importants. C'est une ville riche où se concentrent les cadres supérieurs du privé et du public (qui représentent environ la moitié des actifs), qui dispose d'infrastructures considérables et d'un dynamisme culturel sans équivalent. Alors pourquoi les ressources de cette municipalité profitent-elles à une population de plus en plus faible ? Par quel mécanisme aberrant parvient-on à diminuer les habitants qui vivent là où l'on a concentré les investissements et les ressources économiques depuis des décennies, voire des siècles ?

On peut comprendre que Paris, qui est une ville déjà dense, ne puisse augmenter indéfiniment son parc de logements. Mais rien ne permet de comprendre les raisons pour lesquelles sa population devrait baisser et les logements déjà construits se dépeupler. Il y a là une forme de gaspillage au sens économique du terme. Si les ressources, les infrastructures et les emplois se concentrent quelque part, il paraît logique d'en faire profiter la population la plus vaste possible.

Le problème est que la population parisienne ne disparaît pas volontairement. Elle est chassée de la ville par des prix immobiliers exorbitants. Les prix à l'achat ont été multipliés par trois en vingt ans et les loyers ont suivi eux aussi une pente ascendante, si bien qu'un deux pièces de 45 m<sup>2</sup> dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement se loue aujourd'hui environ 1500 euros par mois, soit trois fois plus que dans une ville moyenne française. Cette somme représente la totalité du salaire net d'un enseignant débutant. Un couple d'enseignants ne peut donc vivre à Paris que s'il accepte de consacrer la moitié de son revenu à son logement. Et encore, il devra se contenter d'un deux pièces, ce qui lui interdit de fonder une famille dans de bonnes conditions. Un couple de cadres dont chaque membre serait rémunéré au salaire médian des cadres en Île-de-France, soit environ 3800 euros nets, se trouve de fait incapable d'acheter un appartement familial de quatre pièces dans la capitale sans un apport préalable ou une aide familiale.

On dit que le marché de l'immobilier, comme tout marché, est soumis aux lois de l'offre et de la demande, et que si les prix augmentent c'est simplement parce que la demande est forte. Mais qui fait monter les prix et d'où vient cette demande ? Comment est-il possible que les forces de la demande puissent rendre l'achat d'un logement impossible à des personnes dont les revenus les placent pourtant largement dans la tranche des 10% supérieurs ?

Les prix de l'immobilier parisien sont en fait déterminés par deux catégories de population. La première correspond à ceux qui possèdent déjà un patrimoine car eux-mêmes ou leurs parents ont acheté un bien immobilier dans les années passées. La hausse des prix les enrichit et leur permet d'entrer dans un processus d'accumulation où chaque opération d'achat-vente apporte les moyens de financer la suivante. Mais il faut aussi compter sur une seconde catégorie apparue plus récemment : une classe mondiale d'hyper-riches que l'accélération de mondialisation, depuis les années 1990, a rendu plus riche et plus nombreuse. Ce sont au total quelques millions de personnes qui, de New-York à Singapour, de Monaco au Qatar, disposent d'un patrimoine tel que l'achat d'un pied-à-terre dans les grandes capitales du monde ne leur pose aucun problème. Alors pourquoi se priver d'acquérir et d'accumuler un patrimoine immobilier, quitte à ne l'occuper que quelques semaines par an ?

Le marché de l'immobilier n'est pas déterminé par ceux qui travaillent et produisent des richesses, mais par ceux qui possèdent un patrimoine : les retraités, qui ont pu acheter à une époque où les prix étaient faibles,<sup>10</sup> et une élite que la mondialisation a rendu extrêmement riche et qui ne sait plus quoi faire de son argent. Le problème est que, alors qu'il est largement déterminé par des personnes économiquement improductives, l'immobilier parisien fonctionne comme une machine à expulser, trier, séparer et isoler les populations. Ceux qui créent de la valeur économique sont chassés par les détenteurs de patrimoine et contraints de s'exiler loin de leur lieu de travail. Cela engendre de considérables nuisances sociales et écologiques.

Paris n'est pas la seule métropole française concernée par les effets ségrégationnistes des prix du logement. Si la situation parisienne fait figure de cas extrême, on retrouve une logique semblable dans la plupart des grandes villes françaises, au point que le géographe Christophe Guilly estime que les centres-villes des métropoles sont devenus les « nouvelles citadelles » de la frange supérieure de la société.

Les citadelles médiévales sont de retour. Dans les métropoles mondialisées, une bourgeoisie contemporaine, « new school », a pris le pouvoir, sans haine ni violence. La captation des richesses, des emplois, du pouvoir politique et culturel s'est réalisée en douceur. On présente souvent la fracture française comme un affrontement entre les « élites » et le « peuple ». Pourtant, le système

---

<sup>10</sup> C'est notamment la thèse défendue par le sociologue Louis Chauvel qui estime qu'une fracture générationnelle s'est constituée entre d'une part les populations qui sont entrées sur le marché du travail au cours des années 1970 et qui ont bénéficié d'un prix du logement accessible, et d'autre part celles qui sont entrées trente ans plus tard dans la vie active. Pour ces dernières, le temps de travail pour l'acquisition d'un logement est deux fois plus important que pour la génération précédente et les occasions de plus-values pratiquement nulles. Voir Louis Chauvel (2016), *La spirale du déclassement*, Le Seuil.

ne repose pas seulement sur les « élites », mais sur une fraction très importante de la population, une nouvelle bourgeoisie, qui réside notamment dans les métropoles et qui a cautionné tous les choix économiques de la classe dominante depuis trente ans.<sup>11</sup>

À vrai dire, l'analyse de Guilly est contestable, notamment pour le cas très spécifique de Paris puisque, comme nous venons de le voir, le marché immobilier parisien n'est pas dominé par les cadres des grandes sociétés mondialisées. Pour autant, l'analyse sociologique qu'il propose n'est pas dénuée de pertinence. Poussés par les prix du marché immobilier, les territoires se spécialisent et se séparent les uns des autres, rassemblant en leur sein des populations de plus en plus homogènes entre elles, mais qui se différencient de plus en plus des autres. C'est ainsi que se constituent des ghettos et des systèmes de séparation territoriale qui mettent en danger la société tout entière.

On assimile à tort le ghetto aux territoires défavorisés. À tort, car la logique du séparatisme n'est jamais aussi forte que chez les classes supérieures. Comme l'ont très bien montré les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, la grande bourgeoisie use de son pouvoir économique et de ses réseaux d'influence pour rester dans l'entre soi et se séparer territorialement du reste de la société.<sup>12</sup> À partir de là, les autres classes s'adaptent et se répartissent le territoire restant en fonction de leur pouvoir d'achat : les très riches, les riches, les classes moyennes... et au bout de cette logique se constitue ce que le langage courant appelle les « ghettos », ces territoires dont personne ne veut et dans lesquels sont relégués les classes populaires.

En stratifiant territorialement la société, le marché immobilier dérégulé renforce les mécanismes inégalitaires. Aux beaux quartiers les infrastructures publiques, les meilleures écoles, les meilleurs emplois. Aux quartiers délaissés de la France périphérique, des écoles aux enseignants démotivés, peu d'infrastructures, de transports et de services publics, et pratiquement pas d'emploi. Malgré les efforts engagés pour développer le logement social, la logique économique s'avère bien plus forte pour produire du séparatisme que ne le sont les contre-mesures de la politique du territoire et du logement. À cela, il faut ajouter la division des territoires périphériques entre eux, puisqu'ils comprennent à la fois des régions urbaines, adossées aux grandes métropoles, et la périphérie rurale, constellées de petites villes touchée par la désindustrialisation. Ces deux périphéries ont beaucoup en commun : une pauvreté endémique, des prix immobiliers faibles, un abandon des pouvoirs publics. Pourtant, leurs sociologies s'opposent. Dans les « quartiers populaires » se concentre une population plus jeune et souvent d'origine immigrée ; la France rurale pour sa part est peuplée d'une population plus âgée, attachée aux valeurs traditionnelles et française depuis plusieurs générations. Chaque périphérie répond à la violence économique par une révolte spécifique.

---

<sup>11</sup> C. Guilly (2016), *Le crépuscule de la France d'en haut*, Flammarion, chapitre 1.

<sup>12</sup> M. Pinçon-Charlot et M. Pinçon (2010), *Les ghettos du gotha*, Points.



La périphérie urbaine explose régulièrement en bouffées de violence quand la périphérie rurale vote massivement pour les partis antisystème.

Ce processus de stratification participe au délitement de la société en engendrant la disparition progressive du sentiment d'appartenance sociale tant au sommet qu'à la base. L'historien américain Christopher Lasch avait anticipé, au milieu des années 1990, ce qu'il appelait « la révolte des élites », phénomène se traduisant par l'isolement culturel et géographique des riches du reste de la société.<sup>13</sup> La France n'est pas épargnée par ce phénomène si on en croit la note extrêmement détaillée que le politologue Jérôme Fourquet a rédigé pour le fondation Jean Jaurès : « *De manière plus ou moins consciente et plus ou moins volontaire, les membres de la classe supérieure se sont progressivement coupés du reste de la population et ont construit un entre-soi confortable* » estime-t-il, constatant « *un fossé de plus en plus béant entre la partie supérieure de la société et le reste de la population* ». <sup>14</sup>

Dans un tout autre registre, le journaliste Gérald Andrieu fait le constat du profond désarroi dans lequel est plongée la population des petites villes rurales et du sentiment de « désaffiliation » qui l'accable.<sup>15</sup> Andrieux n'évoque d'ailleurs pas le marché immobilier comme cause première, mais celles qu'il évoque sont elles aussi économiques : la mondialisation, la désindustrialisation, le chômage endémique, l'absence de perspectives pour la jeunesse. Et puis il y a autre chose, encore plus profond, ce sentiment que la logique économique, en étendant son influence sur l'ensemble de la sphère sociale, paraît détruire peu à peu les valeurs auxquelles cette population est attachée. « *De quelques bords politiques qu'ils puissent être – et c'est là le plus étonnant – ils font sensiblement le même diagnostic : la recherche du seul profit et l'obsession du court-termisme qui détruisent tout, les valeurs et les repères d'hier qu'ils regrettent de voir peu à peu abandonnés.* »<sup>16</sup>

N'est-ce pas, au fond, sa dignité collective et individuelle que cette population craint avant tout de perdre ? Et n'est-ce pas le refus intransigeant de la voir disparaître qui la conduit au détachement social, à préférer se réfugier dans une société de l'entre soi, locale et concrète, plutôt que de paraître jouer le jeu d'un système économique qui s'acharne à l'exclure ?

### **Les illusions économiques**

Les forces sociales et économiques sont indéfectiblement liées. Il est donc impossible de comprendre la société sans prendre en compte les effets que les marchés font peser sur elle,

---

<sup>13</sup> C. Lasch (1994) [2010], *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Flammarion.

<sup>14</sup> J. Fourquet (2018), « 1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession », *Fondation Jean Jaurès*, 21/02/2018, en ligne sur <https://jean-jaures.org>.

<sup>15</sup> G. Andrieux (2017), *Le peuple de la frontière*, Le Cerf.

<sup>16</sup> *Ibid.* p. 213.

tout comme il est impossible de comprendre la manière dont fonctionne le système économique sans étudier comment les institutions sociales le façonnent et l'influencent.

La plupart des économistes prétendent étudier une économie « pure » détachée des autres sciences sociales. Ils considèrent en particulier qu'il est possible de comprendre le système économique d'un pays sans en connaître l'histoire, le système juridique, la géographie, la sociologie ou les valeurs anthropologiques. À les entendre, l'analyse économique pourrait se faire à partir de modèles mathématiques reposant sur la fiction de l'*homo œconomicus*, c'est-à-dire d'un individu parfaitement rationnel et détaché de tout lien social. À partir de cette fiction, les économistes construisent des modèles censés permettre la compréhension du réel.

Or ces modèles, en ne considérant qu'une petite partie du monde socio-économique, sont en fait incapables de comprendre les phénomènes qu'ils prétendent étudier. Ils produisent des illusions d'autant plus dommageables qu'elles émanent des autorités académiques les plus prestigieuses, qu'elles sont relayées très largement par la presse, puis mises en œuvre systématiquement par le pouvoir politique... avec des résultats le plus souvent désastreux.

L'incapacité des économistes à comprendre le monde qui les entoure et donc à proposer des solutions pertinentes n'a pas échappé aux observateurs les plus perspicaces. Dans son livre *l'Illusion économique*, paru en 1998, Emmanuel Todd explique les raisons de ces échecs. Il montre notamment que les performances économiques d'un pays sont davantage dépendantes des structures sociales et anthropologiques que des politiques économiques qui y sont menées. Todd rappelle qu'en dépit du libre-échange et de la construction européenne, les nations du Vieux Continent continuent d'exister et que leurs spécificités nationales et culturelles s'avèrent être des facteurs déterminants pour comprendre le fonctionnement de leurs économies. Même les prix de marché ne peuvent être étudiés indépendamment des structures sociales, affirme-t-il :

L'examen empirique des données montre cependant que, même pour ces biens échangeables sur le plan international, la loi du prix unique (*law of one price*) est un concept qui peut s'éloigner assez largement de la réalité. Dans chaque nation, un système de prix met en rapport les valeurs des biens échangeables et non échangeables, selon des proportions qui semblent autant dépendre d'habitudes sociales non économiques que du jeu interne de l'offre et de la demande. Chacun de ces systèmes de prix contribue à la définition d'une valeur indirecte des biens non échangeables, et donc de la plupart des services, en même temps qu'il déforme la valeur des biens échangeables à l'échelle internationale. Mais que signifient alors, au terme de cette interaction complexe entre prix internes et externes, les PIB nationaux, calculés sur la base du prix des biens et services ?<sup>17</sup>

Les économistes s'illusionnent avec leurs propres modèles. Ainsi, contrairement à ce que croit la majorité d'entre eux, la suppression des barrières douanières et l'édification de grands marchés supranationaux tels que le marché unique européen génèrent davantage de divergence économique que de convergence. La raison est simple à comprendre : uniformiser

---

<sup>17</sup> E. Todd (1998), *op. cit.* p. 124.

les règles économiques dans un espace socialement et géographiquement hétérogène, où règne la loi de la concurrence, ne peut qu'entraîner des phénomènes de polarisation qui renforcent économiquement les zones avantagées et qui pousse les territoires les plus fragiles dans la voie de la désindustrialisation. Avec Coralie Delaume, nous avons pu montrer en quoi la crise de la zone euro des années 2010-2013 est le produit direct de tels phénomènes.<sup>18</sup>

Tout cela est connu de la plupart des chercheurs en sciences sociales, mais souvent méconnu par la plupart des économistes. Car pour comprendre la nature et les fondements des spécificités nationales, encore faut-il être équipé d'outils théoriques et de concepts permettant de les étudier. Or, la très grande majorité des économistes ignore les recherches des autres chercheurs en sciences sociales et, plus grave encore, ignorent celles des rares économistes « hétérodoxes » qui tentent d'ouvrir leurs travaux aux apports des autres sciences sociales.

D'où vient un tel autisme de la discipline ? Dans un livre particulièrement stimulant et critique, Bruno Amable et Stefano Palombarini estiment que la perte de substance scientifique de la science économique contemporaine serait une conséquence de sa quête normative, c'est-à-dire de sa propension à préférer les recommandations politiques à l'observation méticuleuse de la réalité sociale. « *Toute approche normative empêche de voir les choses que l'on n'aime pas* » affirment-ils.<sup>19</sup>

La normativité de leur discipline a fait des économistes des chercheurs extrêmement influents. Conseillers du gouvernement, rédacteurs de programmes politiques, ils produisent des rapports à la chaîne en proposant des réformes censées apporter des solutions clé en main aux dirigeants politiques. Mais la plupart de ces rapports, commandés directement par les autorités ou émanant d'institutions économiques telles que OCDE, le FMI, la Banque mondiale ou même la Commission européenne, sont fondés sur une « vérité » économique elle-même bâtie sur des modèles qui laissent totalement de côté l'analyse détaillée des sociétés et des institutions qui la composent. De là des propositions, non seulement impraticables, mais aussi bien souvent rejetées massivement par la société concernée. Comment les économistes répondent-ils au rejet populaire dont font l'objet la plupart des mesures qu'ils préconisent ? Au lieu d'admettre l'incomplétude de leurs analyses et la relativité de leurs solutions, ils préfèrent accuser la population elle-même de sombrer dans l'irrationalité et d'être incapable de comprendre l'intérêt général dont ils s'estiment les véritables dépositaires. C'est l'archétype d'une vision technocratique que décrivent parfaitement Amable et Palombarini :

Cette vision technocratique, très répandue dans la science économique moderne, ne se pose pourtant la question des intérêts particuliers des « groupes de pression » que dans le cas où ceux-ci s'opposent aux mesures préconisées, se chargeant elle-même de l'identification de l'intérêt

---

<sup>18</sup> C. Delaume et D. Cayla (2017), *La fin de l'Union européenne*, Michalon, chapitre 3.

<sup>19</sup> B. Amable et S. Palombarini (2005) *L'économie politique n'est pas une science morale*, Raison d'agir.

général. Sa véritable nature est faite de méfiance à l'égard de la démocratie si celle-ci devait conduire à donner aux « intérêts particuliers » la possibilité de s'opposer à ce qu'elle a identifié comme l'intérêt général. Plus généralement, les résistances à la réforme peuvent aussi s'interpréter comme l'incapacité de la part des populations à identifier les bienfaits que les réformes structurelles pourraient leur apporter et la trop grande facilité avec laquelle ces populations succomberaient aux arguments mis en avant par les défenseurs des « intérêts particuliers ». Car comment les réformes pourraient-elles être politiquement difficiles ? Si les agents sont rationnels, ils doivent être à même de distinguer leur intérêt. [...] Si en revanche les agents ne sont pas rationnels, il est bien concevable qu'ils puissent s'opposer aux réformes allant dans le sens de l'intérêt général. Et le rôle des économistes est alors de prendre en charge la promotion de cet intérêt général qu'ils ont, eux, identifié.<sup>20</sup>

Voilà où nous en sommes. Une science économique repliée sur elle-même et largement dévitalisée sur le plan scientifique entend diriger une société humaine rétive aux expérimentations libérales que cette science n'a cessé de préconiser depuis des décennies, faute d'avoir pris le temps de comprendre comment cette société fonctionne réellement.

L'objet de ce livre est de répondre à ce double problème en proposant deux analyses. En premier lieu, il s'agit de mesurer le décalage qui existe entre des représentations économiques omniprésentes dans le système académique et la réalité observée empiriquement. Pour cela, les dysfonctionnements d'un certain nombre de marchés seront étudiés en détail, en particulier ceux des marchés agricoles. L'agriculture est une question économique extrêmement intéressante du fait des crises à répétition que connaît ce secteur et de l'incapacité des autorités politiques nationales et européennes à les enrayer. Nous verrons que si les économistes ne parviennent pas à comprendre les dysfonctionnements de l'agriculture, c'est notamment en raison de postulats inadéquats sur lesquels se fonde la théorie économique dominante. La seconde perspective que nous entendons ouvrir est de montrer l'immense richesse que constitue l'analyse pluridisciplinaire, ainsi que les fructueux échanges que l'économie et les autres sciences sociales peuvent entretenir. Sans avoir la prétention de corriger le superbe isolement des économistes à lui tout seul, ce livre entend faire découvrir, par sa méthodologie originale, l'intérêt de proposer des analyses économiques enrichies de connaissances non exclusivement économiques.

David CAYLA (2018), *L'économie du réel*, De Boeck Supérieur, pp. IX-XXIV.

---

<sup>20</sup> *Ibid.* p. 14.